

Mieux encadrer l'agriculteur qui doit céder sa ferme

L'association Terre-en-vue constate que le foncier pose de gros problèmes. Pour son projet relatif à la transmission des fermes, elle sollicite l'aide du ministre wallon Willy Borsus.

REPORTAGE

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Ferme Lamberty, le long de la route du Moulin, à Petit-Thier, dans la province de Luxembourg. Dans leur enclos, les poules s'ébrouent en donnant de la voix. L'étable est plus silencieuse. Les veaux et vaches se contentent de manger la paille apportée un peu plus tôt par le maître des lieux, Luc. A quelques mètres de là, les chèvres de Romain, l'un des fils de la famille, tentent d'éviter les assauts d'un bouc particulièrement remonté. Face à la chaussée, dans son magasin bio, la mère de famille, Marylène, propose les fromages et légumes maison ainsi qu'un assortiment de produits locaux.

Diversifiée, la ferme Lamberty semble bien huilée. Pourtant, tout n'y est pas rose. «C'est ma grand-mère qui a commencé l'activité», commente Luc. «Je l'ai développée et nous sommes passés au bio il y a une dizaine d'années. Désormais, le temps est venu de passer le flambeau. J'ai la chance que trois de mes quatre enfants veulent reprendre l'activité. Le problème, ce sont les terres. Sur les 100 hectares que nous exploitons, seuls un tiers nous appartient. Nous louons le reste mais pas selon les modalités du bail à ferme. Comme le marché grimpe, certains propriétaires émettent le souhait de reprendre leurs parcelles. Si ça se fait, ça mettra à mal notre activité.»

Deux tiers de fermes en moins

C'est là qu'intervient l'association Terre-en-vue. «Au cours des trente dernières années, le nombre d'exploitations agricoles wallonnes a diminué de près de deux tiers, passant de 29.178 exploitations en 1990 à 12.739



Romain Lamberty a pour projet de prendre la succession de son père en compagnie de son frère et de sa sœur. Les terres étant tellement chères, ils ont besoin d'aide.

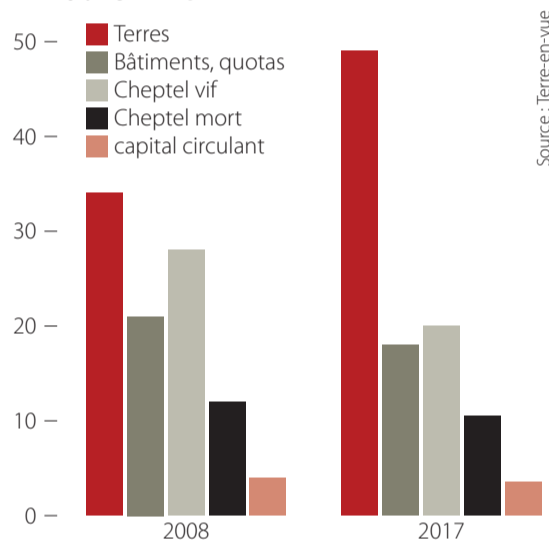
© MICHEL TONNEAU.

43

C'est le nombre de fermes qui disparaissent chaque semaine en Wallonie. En 25 ans, la Région a perdu la moitié de ses agriculteurs et de ses fermes. Dans le même temps, la superficie moyenne des exploitations a doublé, passant à 57 ha. Cela mène à une concentration accrue des moyens de production et une homogénéisation des modèles agricoles.

Part de capital engagé par le fermier dans son exploitation

EN POURCENTAGE



Source : Terre-en-vue

en 2018», explique l'association. «Cette tendance est appelée à continuer alors que plus de 50 % des fermiers actifs à ce jour en Belgique prendront leur retraite dans les dix années à venir et que seuls 15 % d'entre eux ont pu identifier un repreneur. Les fermes de moins de 50 ha sont particulièrement touchées : environ 8.000 d'entre elles ont mis la clé sous la porte entre 2000 et 2015.»

«Dans certains pays d'Europe, des outils ont été développés pour accompagner la transmission des fermes,

commente David Dupuis, qui accompagne la ferme Lamberty. En France, par exemple, un outil permet de réaliser un diagnostic complet de la transmissibilité d'une ferme. Il permet au cédant de préparer sa cession, tant sur le plan matériel qu'humain. En Wallonie, des structures d'accompagnement à l'installation pour les repreneurs de fermes existent. Par contre, rien n'a été créé pour l'accompagnement des cédants. Il est pourtant primordial de pouvoir accompagner ces personnes dans leur parcours vers la transmission. Un processus qui peut durer cinq ans.»

Pour l'association, il est primordial de maintenir un maillage de fermes diversifiées et performantes afin d'éviter que toutes ne soient rachetées par de grosses exploitations qui pratiquent la monoculture. Trois gros obstacles se présentent cependant au cédant lors de la transmission. «La question foncière est évidemment un problème», commente Vincent Dupuis. «Les agriculteurs possèdent en général un tiers de leurs terres. Ces dernières années, le prix des terres a grimpé pour atteindre 27.000 euros l'hectare en moyenne. Jusqu'à 2017, où un observatoire a enfin été créé, nous n'avions aucun organisme de régulation, contrairement à la France. De tels prix rendent les fermes intransmissibles. Elles se déstructurent en parcelles qui partent pour l'agrandissement des fermes voisines. Les autres problèmes

concernent les difficultés pour les jeunes repreneurs d'obtenir des aides et le manque d'informations disponibles pour les cédants.»

Demande de subsides

Chez les Lamberty, la reprise s'organise. En 2012, Romain a lancé son projet autour des chèvres. Il en a désormais 70 et vend leur lait et les fromages qui en sont issus. Sa sœur Pauline et son frère Romain ont aussi leur projet. Reste à régler les problèmes fonciers. «Terre-en-vue a déjà acheté une parcelle à un propriétaire afin que la famille puisse continuer à la cultiver», détaille Vincent Dupuis. «Nous lançons un appel aux coopérateurs pour aller plus loin et permettre aux Lamberty de poursuivre leurs projets. Jusqu'à présent, nous avons collecté 12.600 euros sur les 50.000 nécessaires.»

Au-delà de ce cas précis, Terre-en-vue appelle au financement d'un projet pilote multi-acteurs permettant de développer des outils et un accompagnement adapté au contexte wallon de la transmission de fermes. Pour son projet, l'association s'est alliée à la Fugea, la fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs. Ensemble, elles veulent identifier les besoins, sensibiliser le milieu et tester des cas pilotes. Une demande de subsides vient d'être introduite auprès du cabinet de Willy Borsus, le ministre wallon de l'Agriculture.

Pour le Premier australien, le charbon à tout prix

La crise des feux de brousse est imputée au réchauffement climatique. Quelque 30.000 km² ont déjà brûlé. Mais le gouvernement Morrison continue à soutenir le charbon.

AFP

Si la situation s'est nettement améliorée mardi, les incendies qui ravagent de larges territoires australiens ont déjà détruit 30.000 km² de terres, tué au moins 10 personnes et détruit plus de 800 maisons. Jusqu'ici, ils n'ont fait qu'effleurer les zones densément peuplées, mais quelques petites villes ou des villages ont senti les flammes.

Les feux de brousse sont endémiques en Australie. Mais les scientifiques affirment que plusieurs phénomènes météorologiques se sont conjugués pour

faire de cette saison l'une des pires jamais enregistrées en la matière. Des précipitations et des températures records, des vents violents ont été propices au feu et sont, selon les scientifiques, influencés par le changement climatique.

Cette catastrophe a engendré une polémique qui porte sur les choix industriels et environnementaux du pays.

Mis sous pression, le Premier ministre australien, Scott Morrison, s'est dit lundi opposé aux demandes «irresponsables» et «destructrices d'emplois» visant à limiter l'industrie charbonnière face à l'actuelle crise des feux de brousse liée au changement climatique.

«Nous n'allons pas nous engager dans des objectifs irresponsables, destructeurs d'emploi et nuisibles à l'économie qui sont demandés», a dit le dirigeant sur la chaîne de télévision Channel 9, en réponse à des appels à adopter une politique plus respectueuse de l'environnement. «Je ne vais pas rayer de la carte l'emploi de milliers d'Australiens en m'éloignant des industries traditionnelles», a-t-il dit sur un autre canal, Seven Network, parmi d'autres interviews matinales allant dans le même sens.

Le gouvernement conservateur de

Scott Morrison a farouchement défendu l'industrie lucrative du charbon en Australie, qui produit un tiers des exportations mondiales de ce minerai et fournit des emplois dans des circonscriptions électorales clés.

Ces déclarations surviennent au lendemain de son retour précipité d'Hawaï, où il était en vacances. Ce voyage avait choqué l'opinion publique alors que l'Australie était toujours en proie à d'immenses incendies qui ont déjà détruit une superficie équivalente à la Belgique, et dont les fumées toxiques enveloppaient plusieurs villes de l'est, notamment Sydney. Dimanche, il avait dit regretter d'être parti en vacances dans ce contexte et avait présenté ses excuses. Morrison a assuré que l'Australie atteindrait ses objectifs d'émissions de gaz à effet de serre pour 2030, même si cela se fera en grande partie en comptant les crédits passés plutôt que par de nouvelles réductions.

«Je vais maintenant le cap d'une gestion responsable en abordant de manière responsable les changements du climat et en veillant de manière responsable à ce que nous puissions faire croître notre économie dans un climat très difficile en



ce moment», a-t-il dit sur Seven Network.

Alors que les émissions nationales de CO₂ de l'Australie sont faibles par rapport aux principaux pays pollueurs, ses exportations de combustibles fossiles – principalement du charbon – représentent environ 7 % des émissions mondiales de carbone.

L'abandon des énergies fossiles que réclament les environnementalistes un peu partout dans le monde et le vœu de la Commission européenne d'aboutir à une Europe zéro carbone pour 2050 représentent assurément un défi pour ce pan de l'industrie australienne.

Le Premier ministre a survolé des régions touchées à l'ouest de Sydney. Mais n'envisage pas un instant de changer de politique.

© EPA.